

Convention collective

IDCC : 9272. – **ENTREPRISES ET EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE
ET D'ÉLEVAGE, EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES
ET CULTURES LÉGUMIÈRES DE PLEIN CHAMP ET CUMA
(EURE)**

(28 juin 1985)

(Etendue par arrêté du 14 janvier 1986,
Journal officiel du 4 février 1986)

AVENANT N° 47 DU 9 JUILLET 2009

NOR : AGRS0997175M

IDCC : 9272

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Eure ;

La fédération de l'Eure des coopératives d'utilisation de matériels agricoles,

D'une part, et

Le syndicat des salariés de la production agricole (section de l'Eure) CFDT ;

L'union départementale des syndicats ouvriers confédérés (section de l'Eure) CGT-FO ;

La fédération de l'agriculture (section de l'Eure) CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les deux derniers alinéas de l'article 17 « Période d'essai » de la convention collective (8 jours à l'avance pour les niveaux I et II et 15 jours à l'avance pour les niveaux III et IV) sont remplacés par :

« Rupture par le salarié :

- 24 heures pour une présence de 7 jours au maximum ;
- 48 heures pour une présence de 8 jours et plus.

Rupture par l'employeur :

1. Pour les salariés employés des niveaux I et II :

- pour une présence jusqu'à 1 mois, le délai de prévenance est de 8 jours ;

- pour une présence de 1 à 2 mois, le délai de prévenance est de 2 semaines.
- 2. Pour les salariés employés des niveaux III et IV :
 - pour une présence jusqu'à 3 mois, le délai de prévenance est de 2 semaines ;
 - pour une présence de 3 mois à 4 mois, le délai de prévenance est de 1 mois. »

Article 2

Il est ajouté à la fin de l'article 57 « Jours fériés » de la convention collective les dispositions suivantes :

« Ces dispositions ne concernent pas le 1^{er} Mai.

1^{er} Mai :

Lorsque le salarié travaille le 1^{er} Mai, il sera indemnisé selon les dispositions légales en vigueur. »

Article 3

Le deuxième alinéa de l'article 71 « Indemnité de licenciement » est abrogé et remplacé par :

« Cette indemnité est égale à l'indemnité légale de licenciement. »

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui a été déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, cité administrative, 27023 Evreux Cedex.

Fait à Evreux, le 9 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)